

Association FRIP VIE

23 rue de Gascogne

25200 GRAND CHARMONT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31/12/2024

PROCOMPTA SAS
Commissaire aux comptes
6 Rue de Franche Comté
Valparc
25480 ECOLE VALENTIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

A l'assemblée générale
de l'Association **FRIP VIE**

23 rue de Gascogne
25200 GRAND CHARMONT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association FRIP VIE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association FRIP VIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments, que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Votre association perçoit des subventions pour le personnel en insertion qu'elle emploie.
Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses utilisées pour les subventions attribuées et comptabilisées sur l'exercice, à vérifier les calculs effectués et à contrôler le correct rattachement à l'exercice des sommes reçues ou à percevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Ecole Valentin, le 3 juillet 2025



Le Commissaire aux comptes
PROCOMPTA SAS
représentée par Pierre-Alain BARTHELEMY

Bilan ANC N° 2018-06



	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	81 775	15 388	66 386	4 847
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	302 010	154 479	147 530	146 127
Installations techniques, matériel et outillage	543 602	251 949	291 653	318 101
Autres immobilisations corporelles	414 093	257 643	156 450	156 566
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	574		574	561
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 950		4 950	4 950
Total I	1 347 004	679 459	667 544	631 152
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	4 163		4 163	6 251
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	51 142		51 142	29 979
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	37 197	824	36 373	20 743
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	431 571		431 571	391 770
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	47 976		47 976	58 745
Charges constatées d'avance	2 112		2 112	4 058
Total II	574 161	824	573 337	511 546
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 921 165	680 283	1 240 882	1 142 698



Bilan ANC N° 2018-06

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	44 000	
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	44 000	
Ecart de réévaluation		
Réserves	103 448	213 558
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	103 448	213 558
Autres réserves		
Report à nouveau	142 008	142 008
Excédent ou déficit de l'exercice	-49 050	-110 110
Situation nette (sous-total)	240 405	245 455
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	404 643	379 164
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	645 048	624 619
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		10 000
Total II		10 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	170 240	
Découverts et concours bancaires	946	961
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	171 186	961
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	168 745	127 624
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	201 042	206 635
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 763	147 957
Autres dettes	7 097	24 902
Produits constatés d'avance	3 000	
Total IV	595 833	508 079
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 240 882	1 142 698



Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	40	20
Ventes de biens et de services	440 145	488 672
Ventes de biens	412 038	475 724
Ventes de prestations services	28 107	12 948
Produits de tiers financeurs	1 578 809	1 653 989
Concours publics et subventions d'exploitation	1 578 809	1 605 940
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		48 049
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	48 098	101 507
Utilisation des fonds dédiés	10 000	
Autres produits	21 170	9 599
Total I	2 098 262	2 253 788
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	310 425	359 783
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	59 677	60 509
Salaires et traitements	1 479 056	1 588 827
Charges sociales	236 106	310 657
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	151 754	115 023
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		10 000
Autres charges	1 318	7 085
Total II	2 238 335	2 451 885
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-140 073	-198 097
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	198	226
Repr. / provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	198	226
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 990	888
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	7 990	888
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-7 792	-662
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-147 865	-198 760
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	9 485	1 451
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charges	105 111	89 624
Total V	114 596	91 075



Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	15 752	2 399
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	15 752	2 399
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	98 845	88 676
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	30	26
Total des produits (I + III + V)	2 213 057	2 345 088
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	2 262 107	2 455 198
EXCEDENT OU DEFICIT	-49 050	-110 110
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	26 833	14 170
TOTAL	26 833	14 170
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole	26 833	14 170
TOTAL	26 833	14 170



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FRIP VIE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 240 882 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 49 050 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 19/06/2025 par le Conseil d'Administration de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objet :

- offrir un service de qualité qui réponde aux besoins, en vêtements et accessoires, des personnes ou familles en situation de précarité, par le développement de la collecte, du tri et de la vente à bas prix de vêtements et accessoires récupérés.
- mettre en place toute structure d'insertion par l'économique, favorisant la remise au travail de personnes en grandes difficultés, en garantissant leur accompagnement social et professionnel, et leur participation, autour de l'activité du traitement du vêtement.
- veiller à l'utilisation juste et sans but lucratif des vêtements qui pourront répondre aux besoins de populations pauvres d'autres pays, notamment celles des pays en voie de développement et de l'Est.
- garantir autant que possible la valorisation des surplus collectés, en mettant en oeuvre toutes les différentes possibilités de recyclage existant à l'échelon local, régional et national.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1) - La provision pour indemnité de fin de carrière n'a pas été comptabilisée. Une estimation selon le principe de la méthode rétrospective des unités de crédit projetées définie par la norme comptable IAS N° 19 révisée par la norme FAS 87, conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC, aboutirait à un engagement de 34 092 Euros au 31 décembre 2024.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à l'initiative du salarié,
- Age de départ : 62 ans,
- Taux de turn over moyen,



Règles et méthodes comptables

- Revalorisation annuelle moyenne des salaires : 2 %

- Taux d'actualisation brut : 3.35 %

- Table de mortalité : INSEE 2024

- Taux moyen de charges sociales :

. Cadres : 45 %

. Non cadres : 40 %

2) - La structure a eu recours au bénévolat pour la gestion de ses activités en dehors des membres de son Conseil d'Administration, il a été estimé un volume de 2130 heures au cours de l'exercice, qui valorisé au SMIC horaire chargé représenterait un global de 26 833 euros.

3) - Aucun engagement restant à réaliser n'est constaté au 31/12/2024.

Au 31/12/2023, un montant de 10 000 euros avait été comptabilisé concernant un financement octroyé par l'Etat pour la lutte contre la pauvreté. L'action s'est terminée en 2024, l'engagement a été repris au 31/12/2024.

4) - Stocks : les produits finis ont été comptabilisés en fonction des coûts de main d'oeuvre et de fournitures nécessaires à leur remise en état, ou leur fabrication.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 25 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 580	70 195		81 775
Immobilisations incorporelles	11 580	70 195		81 775
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	282 512	19 497		302 010
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	489 320	54 282		543 602
- Installations générales, agencements aménagements divers	211 346	41 432	849	251 929
- Matériel de transport	52 319			52 319
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	112 118	11 411	13 685	109 845
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 147 616	126 622	14 533	1 259 705
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations et créances rattachées	561	14		574
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 950			4 950
Immobilisations financières	5 511	14		5 524
ACTIF IMMOBILISE	1 164 706	196 831	14 533	1 347 004



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	70 195	126 622	14	196 831
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	70 195	126 622	14	196 831
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		9 200		9 200
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service		5 334		5 334
Diminutions de l'exercice		14 533		14 533



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 733	8 656		15 388
Immobilisations incorporelles	6 733	8 656		15 388
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	136 385	18 094		154 479
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	171 219	80 729		251 949
- Installations générales, agencements aménagements divers	109 999	17 513	849	126 664
- Matériel de transport	44 071	8 248		52 319
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	65 146	17 999	4 485	78 660
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	526 822	142 583	5 334	664 071
ACTIF IMMOBILISE	533 554	151 239	5 334	679 459



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 475 830 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	4 950		4 950
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	37 197	35 925	1 272
Autres	431 571	431 571	
Charges constatées d'avance	2 112	2 112	
Total	475 830	469 608	6 222
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients produits non facturés	15 916
Fournisseurs - RRR à obtenir	2 267
Divers - produits à recevoir	15 541
ASP CDDI à recevoir	20 613
CD CDDI à recevoir	2 090
Total	56 427

Des subventions à recevoir sont comptabilisées au 31/12/2024 :

- subventions d'investissements pour 115 366.00 €.
- subventions d'exploitation pour 275 694.00 €.



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise				
Apports avec droit de reprise		44 000		44 000
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise		44 000		44 000
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	213 558	-110 110		103 448
Report à Nouveau	142 008			142 008
Résultat de l'exercice	-110 110	-49 050	-110 110	-49 050
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	379 164	128 907	103 427	404 643
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs	10 000		10 000	
Total fonds associatifs	634 619	13 747	3 317	645 048



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 595 833 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	946	946		
- à plus de 1 an à l'origine	170 240	15 169	107 757	47 314
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	168 745	168 745		
Dettes fiscales et sociales	201 042	201 042		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 763	44 763		
Autres dettes (**)	7 097	7 097		
Produits constatés d'avance	3 000	3 000		
Total	595 833	440 762	107 757	47 314
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	180 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	10 455			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	11 165
Int.courus s/emp.aup.etabl't.crédit	695
Intérêts courus à payer	946
Dettes provis. pr congés à payer	48 009
Charges sociales s/congés à payer	16 625
Charges sociales - charges à payer	10 346
Etat - autres charges à payer	3 924
Clients avoirs à établir	98
ASP CDDI à reverser	4 320
CD CDDI à reverser	2 679
Total	98 807

Des subventions d'investissement à reverser sont comptabilisées pour 60 628.32 €.



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	2 112		
Total	2 112		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	3 000		
Total	3 000		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

A compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024, certains financements sont comptabilisés en concours publics et non en subventions. En effet, les contributions financières d'une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire sont à considérer comme étant des concours publics.

Ainsi, les aides à l'emploi accordées aux structures de l'Insertion par l'Activité Economique sont strictement encadrées par des textes légaux selon des modalités et des conditions précises.

Les concours publics sont présentés au compte de résultat avec les subventions d'exploitation dans la rubrique « Produits de tiers financeurs ».

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		1 008 152	228 038			1 236 191
Subventions d'exploitation	99 000		131 667		111 951	342 618
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					105 111	105 111
						1 683 920